

Féfé Onanga entre dénonciations et avertissements

L.N

Le Mouvement populaire des radicaux (MPR) de Féfé Onanga, a une fois de plus, montré sa capacité de mobilisation lors de la causerie politique tenue, samedi dernier, au quartier Miniprix, dans le 1^{er} arrondissement. Sans transporter des citoyens, sans distribuer des billets de banque, sans l'offre d'une collation, des centaines de personnes ont envahi spontanément l'espace vague qui jouxte l'école catholique Saint Roger. Electrifiée par des slogans contre Ali Bongo et le pouvoir, la foule a suivi avec grande attention le message des dirigeants du MPR qui estiment que « l'heure est grave ».

Delphin Mboumba, le secrétaire général de l'association politique a fait le point de la situation politique qui prévaut actuellement dans le pays. Il a ainsi dénoncé l'attitude du président de la commission nationale électorale permanente. Pour lui, « Aboghé Ella est de ceux qui œuvrent activement à la pérennisation du système Bongo-PDG ». Revenant sur son refus de communiquer les pièces du dossier du candidat Ali Bongo et sur sa participation au vote qui a permis de valider cette candidature, Delphin Mboumba n'a pas hésité de considérer le président de la Cenap comme un « maillon important du système, sur qui le peuple ne saurait s'appuyer pour libérer notre pays ».

Les mêmes critiques ont été formulées à l'endroit de la présidente de la Cour constitutionnelle qui, en rejetant le recours initié par les opposants « a refusé de jouer son rôle ». « Marie Madeleine Mborantso évoque l'absence de l'acte de naissance incriminé dans le dossier. Or, elle sait très bien que les opposants ont fait le pied de grue à la Cenap pour obtenir ce document, sans succès. Il s'agit quand même d'une élection qui touche la première institution de notre pays. Elle aurait pu demander à la Cenap de lui communiquer cette pièce. Si le droit fait abstraction du bon sens, alors on se retrouve dans une République voyou », a laissé entendre le secrétaire général du MPR.

Très attendue, l'intervention du président du MPR a été très applaudie par la foule. Féfé Onanga a commencé par dénoncer « un état de siège qui ne dit pas son nom ». « Il y a des militaires partout dans la ville. Certains au lieu d'avoir des armes à feu, se promènent avec des ma-



Le président du MPR, Féfé Onanga, a dénoncé la présence massive des militaires à Port-Gentil, puis demandé aux populations d'être prêtes à aller à l'élection avec Ali Bongo.

chettes du côté de Ntchengue ou du Cap. On nous signale même la présence des mercénaires qui seraient hébergés dans certains édifices de la ville. Mais le pouvoir doit savoir que nous avons dépassé le stade de la peur », a-t-il martelé devant une foule surexcitée, avant d'appeler « les partisans du changement » à rester « mobilisés et vigilants ». « Quand le moment sera venu, nous vous dirons ce qu'il faudra faire. Cette fois, il ne s'agira nullement de casser quoi que ce soit. Nous utiliserons d'autres moyens pour faire partir Ali Bongo. Et croyez-moi, il partira », a lancé l'homme qui apporte un soutien indéfectible à l'ancien président de la Commission de l'Union africaine.

Celui qui parle d'un changement avec des méthodes non-violentes, change pourtant de ton lorsqu'il évoque une Justice à double vitesse dans l'affaire Sinohydro, révélée par Mediapart, dans laquelle seraient impliqués Franck Ping et Pascaline Bongo. « Nous apprenons qu'un mandat d'arrêt a été émis contre Franck Ping. Cela nous surprend d'autant plus que le procureur de la République qui ne fait d'apparition que lorsqu'il s'agit de Ping, n'a pas réagi quand le même média a cité les noms des proches d'Ali Bongo, Maixent Accrombessi et Seydou Kane, dans des scandales financiers. Par ailleurs, concernant Sinohydro, il nous souvient que Pascaline Bongo est également citée. Mais pourquoi un mandat d'arrêt contre Franck Ping et non contre cette dernière ? Si on ose toucher à Franck Ping et laisser Pascaline Bongo, le procureur sera seul responsable de ce qui se passera à Port-Gentil », a

averti Féfé Onanga.

Concernant l'élection présidentielle du 27 août prochain, le président du MPR est resté fidèle à sa logique qui consiste à « aller au vote avec ou sans Ali Bongo ». Il estime, en effet, que les partisans de l'opposition doivent être prêts à affronter Ali Bongo car, « compter sur ceux qu'il a lui-même placés pour invalider sa candidature est surréaliste ». Mais, Féfé Onanga insiste sur « la sécurisation du vote ». « Le 27 août, après avoir voté, ne rentrez pas chez vous. Nous devons assister au dépouillement qui est public. Ainsi, même s'il est candidat, Ali Bongo ne pourra pas nous voler notre victoire », a-t-il déclaré, bien convaincu de la victoire de Jean Ping à la prochaine élection présidentielle. « Même le soutien de Judas à Ali Bongo n'y changera rien », a lancé Féfé Onanga. « Judas », c'est ainsi que le président du MPR nomme, sans le citer, l'actuel président du Conseil national de la démocratie, le président du PDS qui soutient la candidature du président de la République sortant, candidat à sa propre succession. Pas besoin de réfléchir longtemps pour trouver qu'il fait bien allusion à Séraphin Ndaot. « Agondjo Okawe qui l'a amené à Port-Gentil, puis demandé à Mme Raoumbé de le présenter pour qu'il soit accepté, doit bien se retourner dans sa tombe. Mais nous allons lui régler les comptes lors des prochaines législatives et locales. Car, ce monsieur qui nous a trahi devra être lourdement sanctionné par le vaillant peuple de Port-Gentil », a déclaré, pour conclure, Féfé Onanga, sous les applaudissements nourris du public. ■